Pour les salaires, l'emploi et la sécurité sociale

Pour que les salariés soient écoutés, et non le Medef et les banquiers :

Tous en grève le mardi 18 mars !

Chaque année, le patronat bénéficie de 230 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales et fiscales et en demande toujours plus, cela n'a jamais empêché le chômage et les licenciements. Le Medef utilise encore et toujours la crise pour imposer une régression sociale généralisée et augmenter ses bénéfices.
Le gouvernement lui obéit. Le pacte de responsabilité proposé par le Chef de l'Etat c'est :

- **zéro emploi créé,**
- **30 milliards d'euros de cadeaux au patronat en supprimant les cotisations de la branche famille, c'est une attaque contre la protection sociale et la baisse des salaires,**
- **50 milliards d'euros de restriction pour les Services Publics.**

Ce n'est pas acceptable !

De l'argent il y en a !

Par leur travail, les salariés créent la richesse des entreprises. En France, en 2013, 120 milliards sont allés dans les poches des actionnaires.

Ça suffit !

- L'aggravation des licenciements, favorisés avec la loi dite de sécurisation de l'emploi (ANI 2013)
- Régression de nos droits à la retraite (automne 2013)
- Pacte dit de responsabilité
- Gel des salaires dans le privé et le public, menace sur les avancements
- Baisse du pouvoir d'achat pour les salariés et retraités

Pour relancer la croissance économique, il faut la satisfaction de nos revendications

- L'augmentation des salaires, pourquoi pas 1 ú de plus de l'heure
- L'arrêt des licenciements et des suppressions d'emplois
- La défense des Services Publics et l'arrêt des réformes en cours
- Le maintien du financement des allocations familiales par la cotisation employeur
- Le retour à la retraite à 60 ans à taux plein par l'abrogation des régressions opérées depuis 1993

Tous dans l'action le 18 mars, pour dire stop à l'austérité !

Manifestation à 10h30

place Cadelade au Puy en Velay

Si nous n'obtenons pas satisfaction, la poursuite de la grève sera à l'ordre du jour.